

Durban II : l'Onu renonce à l'universalité des droits de l'Homme

La Conférence internationale contre le racisme, « Durban II », s'est tenue du 20 au 24 avril à Genève. Elle était censée faire oublier l'organisation de la Conférence internationale contre le racisme réunie à Durban en Afrique du Sud en 2001, dix ans après la fin de l'apartheid, qui devait être un symbole fort, mais avait été l'occasion d'une flambée d'antisémitisme sous l'influence de pays musulmans. Des pays où l'idée même de droits de l'Homme est frappée d'interdit et qui avaient ainsi pu mettre dans l'ombre cette réalité. Un « échec retentissant », un « fiasco », les mots n'avaient pas été assez forts pour qualifier cette grave mascarade, l'ONU apparaissant alors comme une tribune donnée à la pire des causes.

La crédibilité des Nations-Unies et de son Conseil des droits de l'Homme, organisateur de la conférence, était en jeu. Elle s'annonçait déjà mal, sous l'influence de la volonté de pays musulmans de centrer les débats sur l'objectif d'assimiler au racisme la notion de « diffamation des religions ». Une Conférence qui était présidée par le président de la Lybie, un certain Kadhafi, une des pires figures de l'antithèse des droits de l'Homme, qui avait d'ailleurs été reçu en grande pompe en France il n'y a pas si longtemps. Une dizaine de pays avaient décidé de boycotter l'événement comme le Canada, la Suisse, les Etats-Unis et a fortiori Israël. La France de son côté avait décidé de participer avec le risque de donner du crédit à une telle démarche. Il s'était même trouvé des intellectuels français dont Caroline Fourest pour soutenir celle-ci de façon pour le moins curieuse.

Dans une tribune parue dans *Libération*, 19 députés de la majorité, dont Bernard Debré, Françoise de Panafieu, Claude

Goasguen ou Lionnel Luca demandaient à l'Elysée de « ne pas cautionner » Durban II, une conférence « prétendument contre le racisme ». *»La tenue de celle-ci comporte pour l'avenir de nos démocraties de réels dangers dont il est urgent que le gouvernement français prenne la mesure »,* estimaient-ils. Pour eux, « le départ de la France aurait porté « un vrai coup à la crédibilité de ce processus et aurait privé Durban II de l'imprimatur tant recherché de l'ONU ». Le député-maire de Paris, Claude Goasguen, a estimé que la France devait se retirer de la conférence.

La conférence sur le racisme de l'ONU qui s'est ouverte ce lundi n'a pas manqué de décevoir, et c'est un euphémisme !